

Il est temps... il est temps, de bâtir une nouvelle société.

Après avoir inventé les droits de l'homme, devons-nous inventer le droit des nations ?

Le droit de toutes les nations et de tous les individus au progrès ?

La réponse est oui, évidemment !

Car nous savons qu'il faut trouver d'autres valeurs pour bâtir une nouvelle société sur des bases saines. L'activité économique est actuellement entraînée dans une spirale de concurrence aveugle, où le toujours mieux équivaut à toujours moins d'emplois, moins de sécurité, moins de qualité de vie, pour la majorité des individus. De cela, plus aucune personne responsable n'en veut !

La coalition de fait entre l'ultralibéralisme des marchés et le conservatisme des institutions nous mène vers un gouffre. De convulsions politiques en fractures sociales, tous les jours plus nombreuses, la cohésion de la société se délite sous nos yeux.

Parmi les États modernes, notre pays, la France, est sans doute l'un des plus atteints par la sclérose des institutions. Ce défaut peut devenir une chance. En effet, le besoin d'une réforme profonde y est ressenti avec plus d'acuité que dans d'autres pays.

Même si cela change leurs habitudes, les Français sont probablement les plus à même d'accepter une amélioration globale et en profondeur des institutions. Pour cela, cette amélioration doit s'inscrire dans une logique de progrès et d'avenir pour les générations futures.

S'inspirer de certains exemples puisés à l'étranger peut être bénéfique. Malheureusement, ils correspondent à des particularismes locaux qui n'apporteront que des ajustements ponctuels. En aucun cas nous n'y trouverons une réponse globale aux problèmes que connaît notre planète. D'ailleurs, certains pays qui étaient présentés comme des exemples à suivre il y a quelques années subissent actuellement de cruels retournements de situation.

Il est possible de sortir de la logique actuelle.

Il est possible d'aller vers d'autres horizons en choisissant les valeurs les plus nobles qui soient : les principes de la république et de la démocratie alliés à un idéal de fraternité.

Les propositions de Biosphère pour Demain, souvent originales, sont toujours cohérentes et réalistes. Elles tracent les grandes lignes de cette société d'avenir qui saura assurer la prééminence de l'individu dans son organisation en plaçant l'être humain au centre de ses préoccupations.

J'ai appelé cette démarche le « biosphérisme », le progrès de l'être humain garanti par le respect d'un milieu social pacifié et un environnement naturel respecté.

Le biosphérisme propose des solutions pour trois grands types de problèmes :

- le travail et la revitalisation saine de l'économie,
- la paix mondiale et le progrès des pays du Sud pour rendre sans objet, entre autres problèmes, l'émigration à grande échelle pour cause économique,
- l'établissement d'un développement durable en harmonie avec les limites de notre planète (la biosphère).

Ces dispositions permettraient, en outre, de valoriser les solutions de bon sens qui existent déjà mais qui ne peuvent être appliquées à l'heure qu'il est !

Il est donc vraiment temps de bâtir une nouvelle société.

Pour cela, il faut d'abord lancer... le second souffle de la démocratie.

C'est indispensable pour sa survie, certes, mais également si elle veut être adoptée par les peuples qui doutent encore, souvent à juste titre, de son universalité. Comment ne pas comprendre cet état d'esprit quand nous

- Doc 6 - Il est temps... - Biosphère Pour Demain -

fêtons l'abolition légale de l'esclavage alors qu'il n'y a jamais eu autant d'hommes, de femmes et d'enfants esclaves ? Dans le même temps, la pauvreté se répand inexorablement à la surface du globe ! L'amalgame est souvent fait entre la démocratie et l'ultralibéralisme. N'oublions pas que ce dernier a besoin d'un semblant de démocratie et de liberté pour se développer.

La démocratie, elle, n'a besoin d'aucun dogme pour se vivifier.

C'est donc bien à un groupe de pays déterminé et dynamique comme l'Europe d'amorcer ce mouvement. Par-delà les frontières, c'est à notre génération que revient le devoir, et aussi la chance, de mener à terme cette formidable entreprise !

Ce programme diffusé depuis 1989 a été présenté aux élections législatives en 1993 par Biosphère Pour Demain, qui n'est ni un syndicat, ni un parti politique. Il ne sera jamais ni l'un, ni l'autre. Pour plus de détails sur les bases de cette civilisation durable à laquelle nous aspirons, vous trouverez ci-joint un exemplaire du livre qui en trace les lignes essentielles. Elles marient cet idéal avec un progrès matériel maîtrisé, à la portée de tout citoyen volontaire.

Ce plan d'action prend comme point de départ la situation économique et politique actuelle de la France. Il est donc possible d'en faire un outil efficace pour marquer la volonté d'harmoniser les intérêts des individus avec un système économique rénové. Ceci en tenant compte des aspirations sociales des citoyens du monde que nous sommes tous.

Aussi, il a pour vocation d'être diffusé hors de nos frontières. Logiquement, il peut et doit mobiliser les pays étrangers dont nombre de dirigeants ont également cette volonté.

Certes, ces propositions de réformes remettent en cause certaines rentes de situation.

Elles bousculent parfois quelques égoïsmes aveugles motivés uniquement par l'intérêt à ultracourt terme. Mais, très vite, pour tous, avec la récolte des premiers fruits, l'horizon va s'éclaircir et la confiance se généraliser. Pour cela, il faut déterminer, tous ensemble, les meilleurs objectifs à atteindre prioritairement pour dépasser la situation actuelle. Chacun sera alors prêt à abandonner quelques avantages particuliers si tout le monde fait de même. En effet, nous commençons à évaluer les dégâts provoqués par un individualisme forcené, exacerbé par une société qui fait la part trop belle à la technique. L'égoïsme a commencé un dangereux travail de sape, nous en sommes tous conscients. Mais les vieux réflexes corporatistes vont s'évaporer si un nouveau langage, de nouveaux objectifs alliant fraternité et responsabilité des citoyens, guident notre société. Cette réforme doit être menée sur ces bases-là. Il est encore possible de maintenir les avantages acquis. Ensuite, avec cette politique de progrès et d'avenir, ils seront généralisés à tous les acteurs de la vie économique et améliorés en permanence. La marge de manœuvre est étroite. Il est indispensable que les institutions soient parfaitement adaptées pour faire face aux défis de notre époque.

Ce n'est pas le cas pour l'instant ; cette évidence n'échappe à personne.

L'année 2012 inspire certains oracles ; pourtant, il n'est guère utile d'être prophète pour prévoir la tournure que va prendre l'élection présidentielle française qui sera organisée cette même année. Nous allons assister probablement une fois encore au spectacle donné par nos hommes et femmes politiques qui semblent plutôt préoccupés par leurs ambitions personnelles. Ils ne cessent de parler de la crise sans, semble-t-il, se rendre compte que nous vivons la faillite des principes qui ont été imposés, sans débat démocratique, au monde occidental et à la planète entière par quelques instances dirigeantes œuvrant de manière pour le moins discrète. À ce sombre tableau s'ajoutent les obsessions de certains pouvoirs industriels qui ne s'imaginent pas gagner de l'argent autrement qu'en se livrant à des commerces morbides menant lentement l'ensemble de nos civilisations vers un gouffre tous les jours plus proche. Pour ces raisons, il est indispensable d'aborder cette élection d'une manière nouvelle, si nous ne voulons pas perdre l'une de nos dernières chances d'entreprendre un changement pacifique des affaires de notre pays, mais aussi et surtout de notre continent et obligatoirement du monde dans son ensemble. Nulle réforme efficace ne pourra se faire autrement qu'à l'échelle mondiale.

Pour la lancer, les citoyens doivent prendre les choses en main en ouvrant un véritable débat donnant aux meilleurs éléments du personnel politique venant de tous horizons les moyens de s'impliquer dans une démarche commune d'avenir.

Le « biosphérisme » permet ce tour de force et ainsi de jeter les bases d'une nouvelle civilisation de paix et de progrès pour l'ensemble de l'humanité avec la création de la VI^e République.

L'État doit donner l'exemple.

- Doc 6 - Il est temps... - Biosphère Pour Demain -

Les réformes doivent le concerner au premier chef. C'est la condition indispensable, si vous voulez susciter chez les Français une forte mobilisation, et même un engouement, pour participer à ce grand chantier. En premier lieu, il est important de mettre en place des contre-pouvoirs efficaces à chacun des stades de fonctionnement du secteur administratif.

Sans entrer dans les détails de ces réformes, il est possible d'en faire un résumé suffisamment précis pour en saisir les idéaux qui les soutiennent, et les chemins qui permettront de les concrétiser.

Le point crucial incontournable concerne les assemblées nationales. Il marque le départ de cette action.

Le Sénat ne correspond plus aux besoins de notre époque.

Le Sénat doit être remplacé par une nouvelle structure. Nous pourrions l'appeler l'« Assemblée économique ».

Cette assemblée serait une tribune permanente où tous les acteurs de la vie économique pourraient s'exprimer. Capital et travail seraient représentés à égalité de sièges, avec les divers courants qui animent la société. Le nombre d'élus serait limité à 180 membres. Cette assemblée devrait posséder, en plus, le pouvoir de légiférer dans son domaine : l'activité économique. Un débat public devrait précéder l'organisation d'un référendum pour décider de la création de l'Assemblée économique et de la modification des institutions au sommet de l'État. C'est urgent et vital. Seulement une fois cette condition remplie sera-t-il possible d'étudier, avec l'Assemblée nationale, les réformes complémentaires indispensables pour l'établissement d'une société conviviale et équilibrée.

Les institutions du pays seraient ainsi vraiment au service des individus.

Cela serait encore plus vrai si dans la continuité d'autres changements étaient apportés.

L'exécutif pourrait être dirigé par trois personnes :

Le président de la République, le vice-président et le Premier ministre. Le Premier ministre serait élu comme le président actuellement, mais pour une durée de trois ans. À la législature suivante, il occuperait le poste de vice-président, alors que le vice-président remplacerait le président de la République, et ainsi de suite. Il y aurait moins de conflits de personnes, chacun ayant un plan d'activité bien déterminé. Le gouvernement toujours fraîchement élu serait bien en phase avec les souhaits de la population. Pour résumer les rôles, il serait possible de dire que le président entreprend, le vice-président coordonne, le Premier ministre gère. Il ne serait pas difficile de mettre en place ce nouveau système en respectant les mandats électifs attribués selon les modes de scrutins actuels.

Un conseil présidentiel

se réunirait régulièrement autour du président de la République. Il aurait une fonction consultative et donnerait un avis sur toutes les affaires importantes de la nation.

Nombre de sénateurs actuels en feraient partie, ainsi que les anciens présidents de la République.

Il remplacerait également l'actuel Conseil constitutionnel.

Les responsables de la justice pourraient faire appel à lui en cas de difficulté dans l'interprétation des lois.

Les assemblées régionales

seraient remaniées autour des maires, pour une meilleure prise en compte des problèmes locaux.

Les élus européens

pourraient être choisis parmi les députés, pour harmoniser l'action législative nationale avec les décisions européennes.

La justice

devrait appliquer la législation votée par le parlement d'une manière parfaitement autonome, en dehors de toute influence extérieure. Les recrutements devraient être organisés directement par l'administration judiciaire en totale indépendance. Les promotions aux postes de responsabilités devraient être provisoires et se faire par alternance, sur un rythme rapide, tous les deux ans par exemple. Pour que la justice soit vraiment indépendante, il ne faut pas que pèse le poids d'une « hiérarchie installée », après bien sûr une indispensable amnistie. Cette réforme incitera beaucoup de citoyens à changer leur regard sur leur pays et leur société, et à œuvrer plus pour l'intérêt général.

L'agriculture pourrait devenir un outil pour la création d'emplois avec le programme Citagri.

Le travail

devrait reprendre la place qui était la sienne il y a quelques décennies. Nous ne devons pas accepter qu'un seul des membres de notre société perde sa dignité et reste sans ressources, ni domicile, à cause du manque de travail. Il est capital d'établir les conditions pour une pleine activité.

Pour cela, il faudrait libérer le travail humain des charges financières qui l'accablent actuellement. Il est urgent de mettre en place un plan de lutte contre la robotisation excessive. L'imposition salariale et les cotisations de retraites devraient être remplacées par des prélèvements effectués en partie sur les machines et en partie sur les bénéficiaires. La pression fiscale sur les robots devrait progressivement monter en intensité jusqu'à résorption complète du chômage de longue durée. Et ce d'autant plus rapidement que le travail humain présente nombre d'avantages par rapport aux systèmes automatisés à l'excès.

L'imposition est un outil important pour atteindre ces objectifs. La fiscalité et les charges devraient être simplifiées et modulées suivant les bénéficiaires. Elles stimuleraient les entrepreneurs travaillant dans des conditions difficiles. Il serait bénéfique d'appliquer une fiscalité valorisante pour les entreprises bien gérées, pourvoyeuses d'emplois. L'impôt ne doit pas avoir comme unique fonction d'alimenter les caisses de l'État. Il devrait encourager celui qui travaille plus, avec une marge bénéficiaire normale et beaucoup de personnel, par rapport à celui qui travaille peu, avec une marge bénéficiaire forte et peu de personnel. Si la fiscalité était plus légère quand la gestion de l'entreprise est bonne, la marge bénéficiaire raisonnable et les frais généraux réduits, l'impôt serait personnalisé. Cela serait plus juste et plus efficace que le système actuel. L'entreprise gagnerait en stabilité. Cette nouvelle fiscalité a aussi la particularité de ne pas pénaliser les salaires non encore productifs et de ne pas frapper insidieusement les investissements, comme le fait celle en vigueur pour l'instant. Actuellement, n'importe qui peut prendre n'importe quelle marge s'il paye des impôts, qu'il fait supporter à ses clients. L'imposition pourrait ainsi devenir un facteur dynamisant de l'activité et non un frein, comme c'est le cas aujourd'hui.

Le commerce mondial

devrait être activé en établissant des conditions pour des échanges sains. Il serait important d'appliquer une taxe compensatrice pour instituer des rapports équitables entre les pays principalement, et parfois même les entreprises. Cette régulation ferait progresser le statut des citoyens des pays les plus en retard dans 3 domaines principaux : a / l'utilisation de main-d'œuvre (intégrant une régulation sur le tarif horaire et « l'humanisation » de la production), b / la protection sociale, c / la protection de l'environnement. Le commerce mondial permettrait de la sorte une concurrence saine, équilibrée, génératrice de progrès pour tous. Les dirigeants de chaque pays auraient à cœur d'élever la qualité de vie de leurs citoyens. En effet, la taxe compensatrice serait appliquée de toute façon aux produits qu'ils exportent.

Elle serait intégralement utilisée au bénéfice exclusif de la population du pays concerné.

Ces nouvelles bases pour le commerce international amélioreraient les conditions de vie pour tous et dans tous les pays. Elles ne seraient pas plus difficiles à mettre en place que la législation actuelle sur le commerce.

Si les conditions indispensables pour engendrer un réel progrès de l'humanité devraient être complètement repensées, comme nous l'avons vu, il serait tout aussi important d'imaginer de nouvelles relations pour instituer une paix globale. Le « nouvel ordre mondial » s'enlise pour une raison bien simple : rien n'est ordonné. Le plan « Nation du Monde » proposé est une méthode pour éviter les guerres relativement facile à mettre en place... s'il y a une volonté populaire qui s'impose à la logique mercantile à courte vue du lobby militaro-industriel. En quelques années, son action pourrait être orientée vers des activités saines et autrement plus rémunératrices, comme la modernisation et la sécurisation du parc nucléaire mondial existant, la gestion de l'eau et des déchets et la lutte contre le réchauffement climatique, qui coûte déjà 125 milliards de dollars par an et dépassera probablement 340 milliards en 2030. Si les femmes choisissaient de s'impliquer prioritairement dans cette action, ce serait pour elles l'occasion d'accroître l'importance de leur rôle politique partout dans le monde. L'essentiel serait d'instaurer une logique de paix où chaque peuple, chaque nation, libre de choisir les voies de son progrès, rehausserait sa dignité, tout en apportant la force de ses particularismes les meilleurs au nouvel élan de l'humanité. Ce plan permettrait, entre autres, de limiter, puis d'arrêter, les migrations massives de population, lesquelles sont sources de problèmes graves.

La santé.

Le plan « Convention Santé des Cinq Cents » serait un excellent moyen pour sortir en douceur de la situation actuelle. Il permettrait surtout de promouvoir une approche plus humaine et plus efficace de la santé.

L'individu

serait également valorisé avec une nouvelle gestion des problèmes de la presse, de l'énergie, de la jeunesse, des fléaux, des transports, etc.

Il n'y a donc pas de fatalité de « la crise », comme certains appellent la situation actuelle. En gardant à l'esprit qu'il ne faut rien supprimer sans avoir autre chose de mieux en remplacement, il est temps pour nous tous de nous atteler à la tâche sans tarder.

Il est possible de lancer un projet crédible pour faire passer la France, dans la sérénité, de la V^e République sans ressort à la VI^e.

La VI^e République

doit donc être construite pour répondre aux défis de notre époque. Le préhistorique débat entre la droite et la gauche n'a plus de raison d'être. Vous le savez mieux que personne. Nous devons lui substituer celui de savoir si pour répondre aux attentes des individus il faut faire confiance à la logique quelque peu totalitaire de l'ultralibéralisme avec son cortège d'injustices et la destruction du tissu social, ou bien si nous devons nous préoccuper d'abord de l'intérêt général.

Bien sûr, c'est une politique en rupture avec le passé. Malgré tout, la transition entre la situation actuelle et celle qui serait voulue par les Français et vous, leurs dirigeants, pourrait le plus souvent se faire harmonieusement et progressivement. C'est donc avec détermination qu'il faut engager un débat sur la nécessité d'instaurer une Assemblée économique, tout en faisant connaître un éventail complet de propositions, qui serait sans cesse enrichi par tous les citoyens soucieux de l'avenir. Ils seront, Français et étrangers, soyez-en sûrs, avec vous pour apporter leur pierre à ce projet de société durable ! Une nouvelle maison doit être bâtie. Chacun sera libre d'abandonner l'ancienne quand bon lui semblera. Il ne faut certes pas accorder trop d'importance aux réactions corporatistes ; mais, il faut profiter de l'expérience des anciens qui nous ont précédés, pour orienter le chemin de ceux qui vont nous suivre dans cette logique de paix et de prospérité.

La France, avec l'Allemagne et l'Europe, doit être le creuset de ce nouvel élan. L'application de ces mesures donnerait une image claire de la politique de nos pays. Nous en tirerions de nombreux avantages. Elles auraient rapidement un effet favorable également sur la situation intérieure de nombreuses nations des autres continents. Ces nouvelles clauses de fonctionnement pourraient convenir à tous les peuples, quelle que soit leur culture. Ainsi, le développement humain serait favorisé partout dans le monde ! Paix et pratiques commerciales saines seraient des alliées indissociables pour augmenter le niveau de vie des pays pauvres. Cela aurait également comme effets bénéfiques de vivifier non seulement le commerce mondial, mais

également les échanges culturels.

Grâce aux motivations économiques importantes, les pays du Sud seraient encore plus motivés pour s'engager dans cette voie. Cela permettrait de donner de la force aux systèmes politiques démocratiques. Ils seraient de puissants générateurs de progrès et de paix pour chaque nation, avec, comme autre avantage, la maîtrise des flux migratoires excessifs. La France et l'Allemagne ont les moyens d'entraîner l'Europe dans un premier temps, tous les autres pays ensuite dans un tel projet d'avenir, cela d'autant plus facilement qu'à aucun moment elles ne pourraient être accusées de protectionnisme.

S'engager dans cette voie, ce serait une excellente occasion de marquer durablement la politique, et ce bien au-delà de nos frontières et de notre époque. De nombreuses générations des temps à venir se souviendront que tous ensemble nous avons non seulement affirmé haut et fort la fraternité des humains entre eux et leur droit au progrès, mais surtout que nous avons osé en faire notre idéal politique. La fraternité ne restera pas au fronton de la République un vain mot ; elle deviendra un vrai moteur dans notre cœur. Chacun pourra mesurer le profit qu'il tire de ce puissant regain d'activité. Chacun pourra, enfin, savourer la satisfaction de laisser en héritage à ses enfants le fruit de son travail : une civilisation durable, fraternelle, conviviale et active, la société du troisième millénaire.

Quand une nation défend ses intérêts vitaux, elle est sur la voie du progrès.

Quand elle y ajoute ceux du genre humain, elle ne doit connaître que le succès.

Jean-François Dottori. 1990.